



La lettre

des élus communistes et apparentés
de Vénissieux - N° 52 - AVRIL 2019

10

années de combat
pour la dignité
humaine !

Depuis 10 ans,
Michèle Picard prend
des arrêtés avec
la volonté de faire
jurisprudence.

Non aux expulsions locatives, saisies
mobilières et aux coupures d'énergies !



ÉDITO

ILS NE PENSENT QU'À ÇA!

Décidément, Les citoyens ont la clé pour bousculer une vie politique dominée par les médias et les effets d'annonce. Le président Macron qui se croyait Jupiter descend un peu de son piédestal, et tente de faire croire qu'il a entendu les Français. Pari difficile car les luttes sociales bousculent tout ! Les gilets jaunes, les blouses blanches, les drapeaux rouges montrent qu'il ne faut jamais attendre un bulletin de vote pour peser.

Au contraire, c'est dans l'action qu'on peut juger de la vérité des forces politiques et des élus. Au dernier conseil municipal, les oppositions vénissiennes, d'extrême-droite, de droite ou de macronie en ont fait les frais.

Quand la ville répond avec la nouvelle cuisine centrale aux demandes de plus de parents, l'opposition qui espérait instrumentaliser les repas sans-viande s'étrangle, la droite révèle sa proximité avec l'extrême-droite, tous oubliant qu'ils dénonçaient cette nouvelle cuisine!

Quand la ville s'organise au mieux pendant une grève de la collecte des déchets, et que les élus communistes apportent leur soutien aux grévistes, les oppositions se taisent ou réclament des casseurs de grève!

Quand la SACOVIV montre qu'elle est en bonne santé en achetant 200 logements, LBK délire et l'accuse de vouloir en acheter 13 000 !

En fait, ils sont perdus car ils ne pensent qu'à ça : comment se placer pour 2020 sans être broyés par la colère qui s'exprime contre Macron ? une colère conduite par les luttes sociales contre leurs politiques! Avec Michèle Picard, on fait ce qu'on dit et on dit ce qu'on fait, c'est un excellent principe démocratique! Et tout le monde sait qu'elle agit face à Macron-Collomb avec sérieux et rigueur.

Pierre-Alain MILLET - Adjoint au Maire

QUALITÉ DU SERVICE PUBLIC D'ÉLIMINATION DES DÉCHETS.

Après 17 jours de grève, les éboueurs du service de collecte de la Métropole de Lyon ont repris le travail.

Les conséquences de ce mouvement ont été très importantes avec des centaines de m3 de déchets présents dans l'espace public. Les services de la Ville ont travaillé quotidiennement avec les services de la Métropole pour identifier et enlever des points noirs gênant la circulation des piétons, en particulier à proximité des écoles. Les problèmes sanitaires et sécuritaires ont également été traités.

Nous pouvons, à cette occasion, mesurer toute l'importance du service public assuré par des agents indispensables. Leur action fait partie de notre quotidien et sans eux, les conditions de notre cadre de vie, l'hygiène et la propreté se dégradent à grande vitesse. C'est pourquoi, les revendications de ces agents, au plus bas de l'échelle des rémunérations de la fonction publique et dont les conditions de travail sont très difficiles, s'avèrent légitimes.

Cette grève nous a aussi permis de mesurer la quantité des déchets produite quotidiennement et son impact sur l'environnement. Depuis 2010, cette quantité a diminué de 6,7% dans l'agglomération, une tendance qui montre que les citoyens se saisissent des questions environnementales. Chacun prend conscience que les efforts de réduction sont à poursuivre et à inscrire dans nos gestes quotidiens.

Michèle PICARD - Maire

» SOUTIEN À LA GRÈVE DES ÉBOUEURS

Les agents de la Métropole réclamaient la revalorisation de leur prime, le maintien du double Reeper pendant le ramassage, ainsi que des améliorations de leurs conditions de travail. Après une lourde bataille, ils ont réussi à avoir gain de cause avec une prime de pénibilité et insalubrité de 69 euros mensuels et une prime d'intéressement de 300 euros par an.

Ce conflit nous interpelle sur la rémunération des agents publics avec un point d'indice gelé depuis 2010 alors que l'inflation a progressé de près de 10%.

Aujourd'hui c'est au tour des salariés du privé de rejoindre le conflit preuve que les mauvaises conditions de travail et les bas salaires ne touchent pas que les agents du public mais l'ensemble d'un métier. D'ailleurs, on sait bien que la mise en concurrence se traduit par des salaires plus bas dans les marchés privés de collecte que dans le public, et la revendication des salariés de Pizzorno correspond justement à un rattrapage sur leurs collègues du public

Aurélien SCANDOLARA - Conseiller municipal

PROJET ÉDUCATIF DE TERRITOIRE

Le 2 octobre dernier, les parents vénissiens ont opté pour l'organisation de la semaine scolaire sur quatre jours. Avant la consultation, nous avons travaillé avec les parents, les enseignants, présenté les enjeux pour les enfants, ébauché tous les scénarii possibles, et fourni l'ensemble des éléments tant financiers qu'éducatifs. Nous avons mis en oeuvre le choix exprimé par les parents.

Le passage à quatre jours nous a amenés à bâtir et élaborer un nouveau projet éducatif de territoire, pour la période 2019-2022. La continuité entre temps scolaire, périscolaire et extrascolaire en est l'un des enjeux prioritaires. C'est à travers cette continuité que l'on parvient à réduire les disparités d'accès aux actions éducatives, à renforcer la participation des enfants et des adolescents, à articuler les différents temps sociaux. Ce nouveau PEDT incite également les parents, premiers éducateurs de leurs enfants, à s'impliquer dans les actions éducatives. Il mobilise les quatre directions et les agents des services qui composent le pôle éducatif : la direction éducation enfance, la direction sports jeunesse familles, la direction des affaires culturelles et la direction école et bâtiments.

Michèle Picard - *Maire*

» Les tarifs pratiqués par la Ville de Vénissieux sont parmi les plus accessibles de l'agglomération lyonnaise. Ceci n'est pas le fruit du hasard mais d'une volonté politique. Celle de permettre, à l'ensemble de la population, l'accès au sport, à la culture, à l'éducation, à la restauration. Revenir à la semaine de quatre jours, c'est sortir du cadre de la loi Peillon et perdre le fonds de soutien, soit 800 000€. La Ville s'engage à combler le manque à gagner à hauteur de 500 000€. Mais dans le cadre de la contractualisation avec l'Etat qui nous interdit d'augmenter nos dépenses de fonctionnement, ce choix, de la semaine des quatre jours, implique, l'augmentation des tarifs des activités périscolaires. Même après augmentation, le reste à charge pour les familles vénissiennes, demeure en dessous des tarifs pratiqués dans la Métropole.

BEN KHÉLIFA ET GIRARD

UNE OPPOSITION «Y'A QU'À / FAUT QU'ON»

L'opposition à Vénissieux, pratique la surenchère, imagine des solutions surréalistes, sans se soucier, à aucun moment, des contraintes budgétaires, et de l'étranglement financier orchestré par Emmanuel Macron et la République en Marche. C'est l'opposition « Y'a qu'à » ou « Faut qu'on », en orbite, quasi lunaire, si éloignée des réalités qu'elle en deviendrait Jupiterienne. Il serait temps qu'elle redescende sur terre et cesse de prendre les Vénissiens pour des imbéciles !

LA DÉFENSE DE L'ÉCOLE

Concernant les rythmes scolaires, la ville respecte ses engagements: dire ce que nous faisons et faire ce que nous disons est pour nous une ligne de conduite.

Nous réaffirmons notre ambition éducative dans le cadre du retour à la semaine de 4 jours et du maintien du périscolaire, selon la volonté majoritaire des parents exprimée lors de la consultation. Notre projet éducatif de territoire s'inscrit autour de la volonté de réduire les inégalités d'accès au savoir, aux activités culturelles, scientifiques et sportives, l'ambition d'organiser au mieux les temps sociaux pour favoriser le vivre ensemble et l'apprentissage de la citoyenneté, l'effort pour renforcer la participation active des familles sans jamais oublier les besoins essentiels des enfants concernant le repos, la sécurité, le jeu.

Nous faisons un effort important pour maintenir un tarif abordable pour tous d'autant qu'il faut souligner l'hypocrisie de ce gouvernement qui tout en favorisant le retour aux 4 jours a supprimé le fonds de financement pour le périscolaire avec les 4 jours sans alternative de financement sérieuse, tout en sachant très bien l'attachement des parents comme des communes à ce dispositif, sur 4 jours comme sur 4,5 jours. Moins de dépenses pour l'Etat, plus pour les communes et les familles... Décidément la mesquinerie de Mr Macron n'a pas de limite!

Les rythmes scolaires ont fait couler beaucoup d'encre et ce n'est sans doute pas fini. C'est une question importante mais il est toujours étonnant qu'elle soit posée en dehors de toute réalité sociale qui influe directement sur la vie des enfants. Quel rythme de vie idéal quand les parents sont confrontés à l'insécurité sociale avec le chômage, la précarité et les bas salaires, la dérèglementation des horaires et conditions de travail?

Ces dernières semaines sont marquées à Vénissieux comme au plan national par les mobilisations des enseignants et parents d'élèves contre la loi Blanquer après parcours sup et la réforme des lycées. Dotations horaires dans les collèges, vétusté des bâtiments comme à Aragon, non remplacement des personnels et précarisation, les moyens mettent en danger l'école publique à tous les niveaux.

Les regroupements annoncés entre collèges et écoles avec directeur unique scandalisent les parents comme les enseignants et ce à juste titre.

L'inscription dans la loi de la scolarité obligatoire à partir de 3 ans aura surtout pour effet d'obliger les collectivités locales à financer les maternelles privées. Où prendront-elles l'argent? Nous serons de toutes les mobilisations à venir contre cette loi qui va encore affaiblir le service public qu'est l'éducation nationale. Nos députés et sénateurs la combattront résolument.

Marie-Christine BURRICAND - *Conseillère municipale*

RESTAURATION SCOLAIRE

J'ai entendu beaucoup de contre-vérités, de raccourcis et de démagogie depuis l'inauguration de la nouvelle cuisine centrale.

Notons cette contradiction ahurissante, dont l'opposition est coutumière : ceux qui se livrent à la surenchère sur la diversification alimentaire, sont les mêmes qui ont voté contre le projet de la cuisine centrale. En clair, et il faut le dire aux Vénissiens, ils parlent des menus, des contenus, se livrent à des sur-commentaires, alors que tous n'avaient en fait qu'une envie : céder la restauration scolaire et sociale de Vénissieux au privé, donc perdre tout contrôle et toute mainmise publique sur l'enjeu primordial de la santé de nos enfants et de nos aînés. Un équilibrisme périlleux, dangereux, qui confine à l'opportunisme, périlleux lui aussi, tant les propos à l'emporte pièces et le dénigrement ne fixent pas un cap politique pour Vénissieux.

Garder un service public de restauration collective de très haute qualité, dont l'ambition a été validée par l'Etat, voilà, j'en suis convaincue, l'enjeu majeur pour nos enfants, qui garantit une bonne alimentation et l'équilibre nutritionnel de tous. N'inversons pas les priorités.

Dès la rentrée 2019, les enfants vénissiens auront trois repas communs, dont un végétarien, et un repas avec une alternative végétarienne à l'élément carné par semaine. Ce choix répond à la fois à la loi Egalim, aux discussions et réflexions menées dans la commission laïcité et vivre ensemble et aux possibilités techniques que nous offre désormais la nouvelle cuisine centrale.

Les recommandations des médecins et diététiciens pour une alimentation saine, durable et accessible à tous, intégrées à la loi Egalim, seront suivies par notre restauration collective.

Michèle Picard - *Maire*

MANGER ENSEMBLE

Construire une proposition articulant laïcité et inclusion sociale et éducative, c'est notre volonté avec cette nouvelle offre de restauration.

Vivre ensemble, jouer ensemble, manger ensemble, on pourrait ajouter apprendre ensemble, c'est l'objectif qui structure toute notre réflexion et pas seulement dans le domaine de la restauration scolaire.

Le travail réalisé dans les écoles avec l'engagement des DDEN sur la question de la laïcité, ce qui est réalisé dans les équipements polyvalents jeunes, les maisons de l'enfance, les centres sociaux, sur le respect des différences ou encore l'impulsion donnée au sport féminin, tout cela fait partie de cette même démarche du vivre ensemble.

Le fait que la question de la restauration scolaire soit un sujet de débats importants depuis de nombreuses années en France comme sur notre ville démontre que celle-ci n'est pas simple.

La demande de repas sans viande, devenu repas végétarien avec possibilité d'une entorse pour le poisson, est portée par une volonté de limiter sa consommation de viande ou bien par la volonté de respecter des pratiques religieuses. Sa prise en charge a nécessité une réflexion approfondie et la mise en place de moyens dont notamment le self et évidemment la construction d'une nouvelle cuisine centrale permettant la fabrication d'un plus grand nombre de repas.

L'obligation faite d'un repas végétarien par semaine pour tous, les alternatives aux produits carnés, de plus en plus nombreuses qui permettent de proposer un véritable choix aux enfants, équilibré, mais aussi pour développer leur curiosité gustative, culinaire, une alternative végétarienne pour tous. Tout cela structure notre proposition.

La commission laïcité a souvent débattu de cette question, car bien sûr il y a une volonté d'une partie de la population à manger végétarien, végétalien voire végétal, quoique en 2018 la consommation de viande a été en augmentation en France, mais nous savons que ce n'est pas la majorité de ceux qui demandent des repas sans viande dans les cantines.

Pour nous la laïcité est une question importante, c'est ce qui structure notre vie dans bien des domaines. Elle permet en grande partie le vivre ensemble, le mélange des cultures tout en permettant à chacun de garder sa propre identité culturelle s'il le désire.

Elle permet à ce que les communautés ne vivent pas côte à côte, mais bien ensemble et garantit la liberté de culte et de conscience.

Cette proposition de fonctionnement satisfait à la fois les demandes exprimées en matière de composition des repas et notre poursuite de la recherche de tout ce qui peut favoriser, faciliter le vivre ensemble.

Serge TRUSCELLO - *Conseiller municipal*



LA MACHINERIE SCÈNE D'INTÉRÊT NATIONAL

Un petit rappel historique et quelques éclaircissements s'imposent au sujet du label SMAC, Scènes des Musiques Actuelles.

Pendant trois ans, quatre équipements culturels métropolitains ont travaillé ensemble sur ce projet de SMAC partagée, chacun avec ses singularités et son positionnement. Bizarre! se situait plus dans l'accompagnement, la médiation et les cultures urbaines, l'Épicerie moderne dans l'organisation de gros concerts de labels étrangers, le Marché-Gare orienté plutôt vers les labels français et le Périscopes vers le jazz. Fin 2017, le ministère a procédé à une modification des critères liés au label SMAC. Tout le travail engagé jusqu'alors est devenu quasiment obsolète. Notre régie «La Machinerie» regroupant Bizarre! et le théâtre de Vénissieux et qui était jusque là un atout, s'est transformé en obstacle selon les nouveaux critères du label SMAC. En effet, la non-attribution du label pour Bizarre ! est due au fait que la structure n'ait pas un directeur autonome. Bref, ce qui faisait notre force sous les anciens critères devenait un handicap sous les nouveaux.

Consciente de la place et du rôle de Bizarre ! dans l'essor des musiques et cultures urbaines au cœur de l'agglomération lyonnaise, la Direction Régionale des Affaires Culturelles a cherché une solution avec la Ville. Son soutien pour nos deux équipements s'est traduit par cette convention de Scène d'intérêt national passée avec La machinerie. D'une période de quatre années reconductibles, elle nous permet de nous inscrire dans la durée, sans subir les aléas ou les modifications des agréments culturels.

Résidences artistiques en danse et musique, soutien à la création, actions d'éducation artistique, notre Ville, à travers cette convention, va continuer de jouer son rôle d'agitateur de culture populaire et de défricheur de jeunes talents. De nombreux artistes sollicitent Bizarre ! pour pouvoir grandir dans un environnement adéquat, avoir un accès illimité pour les répétitions, et être accompagnés dans leurs démarches artistiques. Créé par nos deux équipements, le Plan B, incubateur de jeunes talents en musique ou en danse, rencontre d'ailleurs un vif succès. Il faut poursuivre dans cette voie et continuer d'œuvrer pour une culture vivante, populaire, diversifiée, qui vient au contact des Vénissiens et dans tous nos quartiers.

Michèle Picard - *Maire*

SACOVIV

La présentation du rapport annuel de la fondation Abbé Pierre s'est tenue vendredi 5 avril à Lyon. Les chiffres sont terribles, et les témoignages sont poignants, mais il n'y avait que deux élus de la métropole présents, André Gachet et moi-même. Visiblement, ce sujet n'a intéressé ni Mr Girard, ni Mr Duraud, ni Mr Ben Khelifa.

On peut critiquer la SACOVIV bien sûr, mais elle est comme tous les bailleurs sociaux publics, un outil au service du logement social, avec certainement des insuffisances, mais avec surtout un rôle essentiel de pompier pour tenter d'éteindre le feu du mal logement. Malheureusement, la situation s'aggrave avec une baisse des attributions en 2018, à Vénissieux, malgré la hausse des demandes. La Sacoviv est d'ailleurs le seul bailleur dont les attributions augmentent grâce à l'ouverture des 50 logements Adagio, ce qui confirme que pour répondre aux demandes des Vénissiens, il faut construire du logement social !

Ce ne sont pas les bailleurs qui sont responsables du mal logement, au contraire. Les accusations contre la SACOVIV, que portent les oppositions de Vénissieux sont délirantes. Ce sont des incendiaires ! Tous oublient que ce sont les forces politiques des gouvernements successifs, de gauche, de droite et du centre qui partagent la terrible responsabilité du mal logement. Cette politique nationale a des représentants dans toutes les oppositions à Vénissieux : Duraud, Girard, Ben Khelifa qui préfèrent tirer sur l'ambulance et allumer des incendies médiatiques plutôt que d'assumer les désastreux choix politiques de leur parti respectif.

Pierre-Alain MILLET - *Adjoint au Maire*

» Ben Khélifa, le règne des copains et des coquins !

Lofti Ben Khelifa accuse la SACOVIV de pratiques clientélistes. Il ne sait pas que chaque dossier est étudié sur des critères définis et partagés entre tous les bailleurs, réunis dans une convention métropolitaine, et cette convention ne prévoit pas que ce soit les élus qui choisissent qui doit avoir et qui ne doit pas avoir un logement.

Monsieur Ben Khelifa, si les Vénissiens ne veulent pas de vous c'est qu'ils savent bien que le clientélisme, c'est vous ! Et qu'en votant pour vous ce serait le règne des copains et des coquins.

» » » » » ECHOS

» GIRARD : la droite réactionnaire perméable au Rassemblement National.

Une fois de plus, le débat en conseil municipal sur la restauration scolaire nous permet de voir Monsieur Girard se positionner le plus à droite possible avec ses amis du Rassemblement National. Il défend l'immobilisme sociétal et une vision étriquée de la société. A propos des femmes victimes de violence, il prend la défense de la famille, comme si les violences subies par les femmes ou les enfants n'étaient pas d'abord dans le cercle familial. Il rejette la demande de diversification alimentaire et la prise en compte des alternatives à la viande, comme il rejette le projet du vivre ensemble dans la laïcité. Nous ne sommes pas surpris de la part de celui qui en 2007 avait obtenu son investiture par De Villier, puis par l'UMP en 2012. Après avoir soutenu Fillon en 2017, il n'a pas hésité à s'afficher aux côtés du FN et du GUD contre le mariage pour tous.